

Selon son chef d'état-major, l'armée allemande n'a pas les moyens de déployer une brigade en Lituanie

par [Laurent Lagneau](#) · 27 décembre 2023



Le 18 décembre, le ministre lituanien de la Défense, Arvydas Anusauskas, et son homologue allemand, Boris Pistorius, ont signé un accord portant sur la présence permanente d'une brigade blindée – la Panzerbrigade 42 – de la Heer [composante terrestre de la Bundeswehr, ndlr] en Lituanie.

« Le flanc oriental s'est désormais déplacé vers l'est et il est du devoir de l'Allemagne de le protéger », a fait valoir M. Pistorius, en saluant un « accord historique ».

Cette brigade sera formée par deux unités existantes, à savoir le Panzergrenadierbataillon 122 [122e bataillon d'infanterie blindée] et le Panzerbataillon 203 [203e bataillon blindé], et complétée par un bataillon « tournant ». Ses premiers éléments devraient être envoyés en Lituanie, au plus tôt, 2025, l'objectif étant qu'elle soit déclarée pleinement opérationnelle deux ans plus tard.

Seulement, le commandant de la Heer, le général Alfons Mais, nourrit des doutes sur les viabilité d'un tel projet. Doutes qu'il a exprimés dans un courrier adressé à l'inspecteur général Carsten Breuer, le chef d'état-major de la Bundeswehr. L'hebdomadaire Der Spiegel [vient d'en révéler](#) la teneur.

« La couverture est tout simplement trop petite », a ainsi estimé le général Mais. En clair, déployer la Panzerbrigade 42 en Lituanie l'obligera à déshabiller Pierre pour habiller Paul... Et encore, il n'est pas certain d'avoir un costume entier pour cela.

« Seulement 60% de l'armée est suffisamment équipée. La situation ne fera qu'empirer à mesure que l'Allemagne mettra en oeuvre son projet de déployer une brigade de 5000 hommes en Lituanie d'ici 2027. La création d'une nouvelle grande brigade sans investissement supplémentaire réduirait ce chiffre à 55% », a en effet estimé le général Mais... Et cela alors que la Heer manque de tout, de « A à Z », de « l'artillerie aux tentes » [« Zeltbahn », en allemand].

« Malheureusement, je ne peux m'empêcher de souligner à nouveau que les ressources matérielles de l'armée [...] sont actuellement plus que marginales et continueront à être sous-financées à l'avenir, malgré tous les efforts positifs », a encore insisté le commandant de la Heer. Et de souligner que tous les coûts engendrés par l'implantation de la Panzerbrigade 42 n'ont pas tous été pris en compte. Ainsi, aucun budget n'aurait encore été prévu pour financer les unités de soutien nécessaires à son bon fonctionnement.

Ce n'est pas la première fois que le général Mais tire la sonnette d'alarme. En avril, dans une note interne publiée par le quotidien Bild, il avait prévenu que la Heer n'était pas en mesure de remplir ses obligations à l'égard de l'Otan... Et que, en raison de son sous-équipements, elle ne pourrait pas « soutenir des combats de haute intensité ».

À noter que le chef de la Bundeswehr partage cet avis. « Nous devons peut-être mener une guerre défensive un jour » mais « l'armée allemande n'est pas encore suffisamment équipée pour cela », a-t-il confié, dans les pages de l'édition dominicale du Frankfurter Allgemeine, le 10 décembre.

Pourtant, en novembre, M. Pistorius a promis de faire de la Bundeswehr la « colonne vertébrale de la défense collective en Europe ». Promoteur de la « Zeitenwende » [changement d'ère], le chancelier allemand, Olaf Scholz, avait peu ou prou dit la même chose, un an plus tôt, préférant l'expression de « pierre angulaire ». Le fonds spécial de 100 milliards d'euros devait y aider. Seulement, pour le moment, la Heer n'en a pas beaucoup vu la couleur, cette enveloppe ayant jusqu'à présent servi à acquérir des chasseurs bombardiers F-35A, des hélicoptères CH-47F Chinook, des avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et le système de défense aérienne Arrow 3.

La Russie a achevé le transfert d'armes nucléaires tactiques vers la Biélorussie

par [Laurent Lagneau](#) · 27 décembre 2023



En signant les mémorandums de Budapest, en décembre 1994, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan prirent l'engagement de restituer à la Russie les armes nucléaires qu'ils possédaient

au moment de l'effondrement de l'Union soviétique et de rejoindre le Traité sur la non-prolifération [TNP]. En contrepartie, leur intégrité territoriale devait être garantie.

Cela étant, en décembre 2021, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko affirma qu'il avait signé ce mémorandum, négocié par Stanislaw Chouchkievitch, son prédécesseur, sous la pression de Boris Eltsine, alors président de la Russie, et des États-Unis. Et d'expliquer qu'il n'aurait pas rendu les missiles SS-25 « Sickle » déployés dans son pays par l'Armée rouge s'il avait pu faire autrement. En tout cas, les sites de lancement de ces engins ne furent pas tous démantelés, en raison de la suspension du programme américain Nunn-Lugar.

Quoi qu'il en soit, à l'occasion d'un entretien accordé à Russia Today, alors que les mouvements de troupes russes aux frontières de l'Ukraine s'intensifiaient, M. Loukachenko fit savoir qu'il avait suggéré à son homologue russe, Vladimir Poutine, de déployer à nouveau des armes nucléaires sur le territoire biélorusse, les installations nécessaires étant encore « intactes ». Puis, à cette fin, il lança une révision de la Constitution, celle-ci ayant acté la « dénucléarisation » de la Biélorussie au moment de son adoption, en 1994.

Ayant permis à la Russie d'utiliser son territoire pour attaquer l'Ukraine, Minsk obtint satisfaction. En juin 2022, Moscou annonça que des missiles balistiques tactiques Iskander-M, pouvant emporter des têtes nucléaires ou conventionnelles, allaient être remis aux forces armées biélorusses. Et le chef du Kremlin laissa entendre que des avions d'attaque Su-25 « Frogfoot » biélorusses seraient « modernisés » afin de leur permettre d'emporter des « munitions dotées d'ogives spéciales ».

Puis, en mars, M. Poutine confirma le déploiement prochain d'armes nucléaires en Biélorussie. « Il n'y a rien d'inhabituel : tout d'abord, les États-Unis agissent de la sorte depuis des décennies. Ils déploient depuis longtemps leurs armes nucléaires tactiques sur le territoire de leurs pays alliés », fit-il alors valoir. « Nous sommes convenus de faire de même, sans violer nos obligations, j'insiste, sans violer nos obligations internationales en matière de non-prolifération des armes nucléaires », avait-il ajouté, en précisant que « dix avions biélorusses » étaient déjà prêts à utiliser ce type d'armement.

Deux mois plus tard, M. Loukachenko affirma que le transfert des armes nucléaires russes « avait commencé », sans donner plus de détails. Ce qui marquait un événement étant donné qu'il s'agissait du premier déploiement de ce type d'armes en dehors de la Russie depuis 1991.

En juin, lors d'un forum économique à Saint-Pétersbourg, M. Poutine confirma la livraison des « premières ogives nucléaires » à la Biélorussie. « Ce ne sont que les premières, d'ici la fin de l'été ou de l'année, nous achèverons totalement, entièrement ce travail », avait-il alors assuré. Il « s'agit d'un élément de dissuasion pour ceux qui pensent à infliger à la Russie une défaite stratégique », avait-il ensuite souligné.

Quoi qu'il en soit, et comme le président russe l'avait promis, le transfert de ces armes nucléaires vers la Biélorussie est désormais achevé. C'est en effet, ce qu'a affirmé M. Loukachenko, en marge d'une réunion du Conseil économique suprême eurasiatique, à Saint-Pétersbourg, le 25 décembre. « La dernière livraison a eu lieu au début du mois d'octobre. Tout est sa place et en bon état », a-t-il dit.

Aucun détail sur l'arsenal transféré en Biélorussie n'a été donné. Si ce n'est qu'il est question de dix avions « Sukhoï » modifiés et de missiles balistiques Iskander-M, dont la portée est d'environ 500 km. Par ailleurs, les modalités de la mise en oeuvre de ces armes n'ont pas non plus été précisées... alors que, théoriquement, leur contrôle opérationnel doit relever de la Russie, comme c'est le cas des bombes B-61 mises à la disposition d'une poignée de pays de l'Otan par les États-Unis.

Cela étant, en juin, M. Loukachenko a laissé entendre à l'agence officielle BelTA qu'il pourrait avoir à prendre « la décision » de les utiliser dans le cas d'une « agression ». Quelques semaines plus tard, lors d'un entretien accordé à la journaliste [pro-russe] ukrainienne Diane Panchenko, il s'est gardé de lever l'ambiguïté à ce sujet. « Il ne peut y avoir qu'une seule menace, une agression contre notre pays. Si une [telle] agression survient depuis la Pologne, la Lituanie ou la Lettonie, nous riposterons immédiatement avec tous les moyens à notre disposition », a-t-il dit.

27.12.2023

Après la Somalie, l'ESSD américaine Bancroft Global Development annoncée en République centrafricaine

La société militaire privée américaine [Bancroft Global Development](#) est en discussions avec la Centrafrique, alors que le groupe de mercenaires russe Wagner, implanté depuis 2018 dans le pays, serait en pleine réorganisation.

Répondant à une question de l'AFP, le service de communication de Bancroft a démenti que l'entreprise était déployée à Bangui, mais il a admis des contacts avec le régime du président Faustin Archange Touadéra. "A partir de juillet, Bancroft a accepté un cadre pour discuter de possibles activités futures avec le gouvernement de la République centrafricaine. C'est tout", a indiqué le groupe dans un courriel.

Des rumeurs sur une arrivée de Bancroft circulent déjà depuis plusieurs semaines. Une annonce aurait été faite le 22 décembre 2023 par Albert Yaloké Mokpème, porte-parole de la Présidence de la République. Mais [l'audio du ministre](#) ne cite aucunement Bancroft, seulement les USA qui seraient prêts à aider à la reconstruction des forces armées locales.

On se souviendra que Bancroft a été créée en 1999 sous le nom de Landmine Clearance International, qu'elle était alors spécialisée dans le déminage et la dépollution et qu'elle opère toujours en tant qu'ONG (sous le statut 501c3, ce qui lui permet d'être exemptée d'impôts fédéraux sur le revenu).

Cette SMP dont le siège est à Washington, travaille principalement pour le DoS; elle est présente en particulier en Somalie (au profit entre autres de l'AMISOM) mais aussi selon son site web au Kenya, en Libye, Ouganda et EAU.

A l'académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, le capitaine Bulle range ses ciseaux



L'Académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan a perdu l'un de ses piliers. Le capitaine Bulle s'apprête à prendre sa retraite après 39 ans à coiffer tout le monde à Coëtquidan (cadres et trois générations d'officiers!).

De son vrai nom Gérard Frutoso, le capitaine Bulle est un civil, artisan coiffeur depuis 1985 au sein des célèbres écoles de Guer. Une nuit de 1992, à 3 h du matin, des élèves réveillent le coiffeur chez lui. Ils lui remettent les épaulettes et un ceinturon de Saint-Cyrien. Il est élevé au grade de capitaine et rebaptisé capitaine Bulle du nom d'un coiffeur perruquier qui officiait au début du XXe siècle à Saint-Cyr et qui, très apprécié, fut le premier à recevoir ce grade.



Le salon de coiffure est un véritable musée comportant les hommages des Saint-Cyriens adressés à leur coiffeur. (Photo Thierry Creux / Ouest-France).



Au Niger, le départ des soldats français célébré par les partisans de la junte



Voici un reportage effectué par Sophie Douce, la correspondante de *Ouest-France* au Niger; il a été réalisé vendredi dernier, jour du départ des derniers soldats français.

Un extrait pour donner le ton:

"L'ambiance est à la fête devant la base aérienne 101 de Niamey. Dans la foule, un groupe de femmes en robe coloré dansent et chantent, un petit balai brandi à la main. « C'est pour chasser les Français ! », glisse l'une d'elles, en riant. C'est désormais chose faite."

Le Conseil constitutionnel retoque à nouveau le financement de l'industrie de défense par le Livret A

par [Laurent Lagneau](#) · 28 décembre 2023



Les établissements financiers estimant que leurs activités ne sont pas conformes aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance [ESG], par ailleurs promus par la Commission européenne [avec son projet de taxonomie], les PME de la Base industrielle et technologique de défense [BITD] éprouvent actuellement des difficultés pour trouver des financements.

« La taxonomie est une réalité de plus en plus pressante. Le léger assouplissement lié au choc de l'invasion russe n'a pas empêché un retour à la tendance : on continue à pointer du doigt l'industrie de défense comme non durable. Cela touche le financement mais aussi, plus largement, l'ensemble des acteurs susceptibles de participer à l'industrie de défense », avait ainsi expliqué Emmanuel Levacher, le PDG d'Arquus, lors d'une audition au Sénat, en mars dernier.

Et d'ajouter : « Par exemple, un salarié peut se voir refuser un crédit immobilier parce qu'il travaille pour l'industrie de défense. Cela montre l'ampleur de cette pression malsaine subie par l'industrie, incompatible avec la nécessité reconnue de remonter en puissance ».

Aussi, lors de l'examen du projet de Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30, députés et sénateurs s'étaient mis d'accord pour orienter une partie des encours du Livret A vers le financement de la BITD. Seulement, le Conseil constitutionnel censura cette disposition, estimant qu'il s'agissait d'un « cavalier législatif ».

Pour autant, les parlementaires parmi les plus actifs sur ce sujet ne désarmèrent pas. Les députés Jean-Louis Thiérot [LR], Christophe Plassard [Horizons] et Thomas Gassilloud [Renaissance, président de la commission de la Défense] revinrent à la charge à l'occasion du projet de loi de finances 2024. Et ils firent voter un amendement visant à affecter une partie de l'épargne collectée au titre des Livrets A et de développement durable et solidaire au financement de la BITD.

« Les encours du livret A et du livret de développement durable et solidaire ont atteint quelque 510 milliards d'euros à la fin de l'année 2022. Il est de la responsabilité de l'État de faire converger l'épargne privée disponible avec ses priorités stratégiques », avait d'ailleurs soutenu M. Plassard, dans un rapport sur le financement de l'économie de guerre publié quelques mois plus tôt.

« Le Livret A va financer l'industrie de défense! Je salue cette proposition de parlementaires pour flécher une partie des encours vers des entreprises et des PME de défense. C'est une bonne nouvelle pour notre souveraineté, pour la réindustrialisation et pour la défense! », s'était alors félicité Sébastien Lecornu, le ministre des Armées.

Le PLF 2024 ayant fait l'objet d'un recours à l'article 49-3 de la Constitution, la motion de censure déposée par l'opposition fut rejetée. Aussi pouvait-on penser que ce dossier était réglé. Mais c'était sans compter sur une nouvelle saisine du Conseil constitutionnel, les députés de la Nupes ayant estimé que cette mesure constituait un « cavalier budgétaire ».

Ainsi, dans un [avis rendu](#) ce 28 décembre, les Sages de la rue de Montpensier leur ont donné raison.

« L'article 197 modifie notamment l'article L. 221-5 du code monétaire et financier afin de prévoir que les ressources collectées par les établissements distribuant le livret A ou le livret de développement durable et solidaire non centralisées auprès de la Caisse des dépôts pourront également être employées au financement des entreprises de l'industrie de défense française. [...] Il appartient au Conseil constitutionnel de déclarer contraires à la Constitution les dispositions adoptées en méconnaissance de la règle de procédure relative au contenu des lois de finances, résultant des articles 34 et 47 de la Constitution et de la loi organique du 1er août 2001 », ont-ils en effet expliqué.

Et d'ajouter : « Dans ce cas, le Conseil constitutionnel ne préjuge pas de la conformité du contenu de ces dispositions aux autres exigences constitutionnelles ». Ce qui veut dire que le financement de la BITD par le Livret A devra faire l'objet d'un projet [ou d'une proposition] de loi distinct.

Artillerie : Les Écoles militaires de Draguignan ont participé aux essais de qualification du Griffon MEPAC

par [Laurent Lagneau](#) · 28 décembre 2023



Cela fera bientôt quatre ans que la commande de 54 Véhicules blindés multi-rôles Griffon dotés du Mortier Embarqué Pour l'Appui au Contact [MEPAC] a été notifiée par la Direction générale de l'armement [DGA] au groupement momentané d'entreprises [GME] « Scorpion », formé par Nexter, Arquus et Thales.

À l'époque, il avait été avancé que les premiers Griffon MEPAC seraient livrés à partir de la fin de l'année 2023, les derniers devant être remis à l'armée de Terre avant 2027.

Depuis, la communication autour de ce programme aura été plutôt succincte... En février dernier, la DGA a cependant indiqué, sans s'attarder sur les détails, que les essais de qualification avaient commencé, des tests visant à simuler « plusieurs années de vie » du Griffon MEPAC étant alors en cours.

« Sur son site d'Angers, la DGA Techniques terrestres dispose de 30km de pistes de roulage sur lesquelles ses experts testent la mobilité des véhicules de l'armée de Terre dans différentes conditions, dans le cadre notamment de leur qualification », avait seulement expliqué la DGA.

Sans doute que ces tests ont donné satisfaction... puisque, via X/Twitter, les Écoles militaires de Draguignan [EMD] viennent de faire savoir qu'elles venaient de prendre part aux essais de qualification du MEPAC.

« À Canjuers, sous l'autorité de la DGA, l'unité d'appui à la formation [UAF] des EMD a participé aux essais de qualification du MEPAC, qui équipera les régiments d'artillerie dès 2025 », ont-elles en effet indiqué, le 27 décembre.

Pour rappel, le Griffon MEPAC est doté d'une évolution du mortier 2R2M de 120 mm [fourni par Thales], capable de tirer jusqu'à dix coups par minute, avec une portée comprise entre 8 et 13 km. Pouvant être mis en position de route aussi rapidement qu'en batterie, il est censé éviter plus facilement les tirs de contre-batterie. Seulement, cette capacité peut être mise à mal par les munitions téléopérées [MTO].

Selon la revue de l'École d'artillerie [ArtiMag], le Griffon MEPAC sera intégré dans le système ATLAS [automatisation des tirs et liaisons de l'artillerie sol/sol] tout en gardant la

possibilité de tirer en mode dégradé. Enfin, l'usage de la MURAT [munitions de 120 mm à risque atténué] permettra de gagner 12% en portée maximale.

À noter que la Loi de programmation militaire [LPM] 2024-30 ne précise pas le nombre de Griffon MEPAC qui entreront effectivement en dotation au sein des régiments d'artillerie de l'armée de Terre. Enfin, la Belgique a récemment confirmé qu'elle commanderait 24 exemplaires afin de remplacer les mortiers MO-120-RT.

Les exportations allemandes d'équipements militaires ont atteint le niveau record de 11,7 milliards d'euros en 2023

par [Laurent Lagneau](#) · 28 décembre 2023



En octobre 2021, l'accord trouvé par les sociaux-démocrates [SPD], les libéraux [FDP] et les écologistes [Bündnis 90/Die Grünen] pour former l'actuelle coalition gouvernementale allemande, emmenée par Olaf Scholz, avait insisté sur la nécessité de « durcir » les règles en matière d'exportation d'équipements militaires, y compris au niveau de l'Union européenne, en y associant les autres États membres.

Cette année-là, le montant total des autorisations accordées par le gouvernement de la chancelière Angela Merkel à la base industrielle et technologique de défense [BITD]

allemande pour exporter du matériel militaire avait atteint le niveau record de 9,35 milliards d'euros.

En 2022, les exportations d'équipements militaires de facture allemande enregistrèrent un léger recul, celles-ci s'étant tout de même élevées à 8,35 milliards d'euros, dont un quart concernait les cessions d'armes [système de défense aérienne IRIS-T SLM, blindés Guepard, obusiers PzH2000, munitions, etc.] à l'Ukraine.

Cela étant, selon des données communiquées par le ministère allemand de l'Économie en réponse à une question d'une députée, le gouvernement de M. Scholz a approuvé des exportations d'armes pour une valeur totale de 11,71 milliards d'euros entre le 1er janvier et le 12 décembre 2023. Soit un résultat en hausse de 25% par rapport au niveau « record » constaté deux ans plus tôt.

Près de 90% des licences d'exportation concernent des pays de l'Union européenne et/ou de l'Otan, ainsi que des États proches de ces deux organisations, comme le Japon, l'Australie, la Corée du Sud et, évidemment, l'Ukraine [pour 4,15 milliards d'euros, soit un tiers des licences accordées, ndlr].

Outre l'Ukraine, les principaux clients de la BITD allemande sont la Norvège [1,2 milliard d'euros], la Hongrie [1,03 milliard], le Royaume-Uni [654,9 millions], les États-Unis [545,4 millions] et la Pologne [327,9 millions]. On notera que la France ne figure pas dans ce peloton.

Par ailleurs, des licences d'exportation ont été accordées, pour une valeur de 1,18 milliard d'euros au total, à Israël, aux Émirats arabes unis et... à l'Arabie Saoudite. Bien que, s'agissant de cette dernière, les montants soient modestes [13,3 millions d'euros], cela tend à montrer que l'actuel gouvernement allemand n'a pas d'opposition de principe à lui vendre du matériel militaire... alors que, dans le même temps, il s'oppose à livraison d'au moins 48 avions de combat Eurofighter Typhoon à la Royal Saudi Air Force [RSAF], dans le cadre d'un contrat soutenu par le Royaume-Uni.

Ce veto allemand a conduit Riyad à solliciter Dassault Aviation, avec l'idée d'acquérir 54 Rafale. Ce dossier a certainement pu avancer lors de la récente visite à Paris du prince Khalid bin Salman bin Abdulaziz, le ministre saoudien de la Défense.

Quoi qu'il en soit, ancien officier de la Bundeswehr et désormais député de la CDU [parti chrétien-démocrate] siégeant à la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Roderich Kiesewetter a estimé que l'Allemagne aurait intérêt à accroître ses exportations d'équipements militaires vers l'Arabie Saoudite et, par conséquent, à lever son veto sur la vente d'Eurofighter Typhoon.

La livraison de ces avions de combat est « nécessaire pour empêcher l'Arabie Saoudite de s'éloigner du camp occidental et de se rapprocher de la Chine, par exemple », a fait valoir M. Kiesewetter auprès de l'agence de presse allemande Dpa.

« La coopération avec l'Arabie saoudite est dans l'intérêt stratégique de l'Allemagne en ce qui concerne les réserves énergétiques du pays, mais aussi en ce qui concerne son rôle dans le conflit du Moyen-Orient », a ajouté le député de la CDU.

Les États-Unis ont débloqué leur dernière tranche d'aide militaire disponible en faveur de l'Ukraine

par [Laurent Lagneau](#) · 28 décembre 2023



Malgré leurs succès face à la flotte russe de la mer Noire et la livraison prochaine de chasseurs-bombardiers F-16 qu'elles réclamaient depuis le début de la guerre, les forces armées ukrainiennes sont dans une situation compliquée.

En effet, la contre-offensive qu'elles ont lancée au cours du printemps dernier ne leur a pas permis de percer le dispositif défensif des Russes, ceux-ci ayant même repris du terrain, comme avec la conquête récente de la localité de Marinka, dans la région de Donetsk. En outre, des tensions entre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et son chef d'état-major, le général Valeri Zaloujny, sont apparues tandis que le recrutement de nouveaux soldats est à la peine.

À cela, s'ajoute un approvisionnement en munitions et en armes de plus en plus incertain, la dynamique du soutien occidental à Kiev étant en perte de vitesse, comme l'a récemment souligné [l'Institut Kiel](#), celui-ci ayant constaté une chute de 90% des aides nouvellement engagées entre août et octobre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente. Ce point est crucial dans la mesure où la « profondeur stratégique » de l'Ukraine réside en grande partie dans l'aide militaire que lui apportent ses partenaires occidentaux.

En attendant, le 27 décembre, les États-Unis [ont débloqué](#) une nouvelle aide militaire de 250 millions de dollars au profit de l'Ukraine. « Les capacités fournies [...] comprennent des munitions de défense aérienne, des composants de systèmes de défense aérienne, des munitions supplémentaires pour les systèmes d'artillerie à haute mobilité, des obus de

155 mm et de 105 mm, des munitions antichars et plus de 15 millions de cartouches », a détaillé le département d'État, via un communiqué.

Seulement, il est probable qu'il n'y aura pas d'autres annonces similaires dans les semaines à venir... étant donné qu'il s'agit de la dernière tranche d'aide disponible, la Maison Blanche ayant récemment prévenu qu'elle serait à court de financements pour l'Ukraine d'ici la fin de cette année, faute d'accord au Congrès sur de nouvelles ressources.

Depuis le début de la guerre, les États-Unis ont accordé plus de 110 milliards de dollars à l'Ukraine. Une nouvelle aide, d'un montant de 61 milliards, est actuellement bloquée au Congrès, en raison de désaccords entre les républicains et les démocrates. Pour ne rien arranger, ceux-ci ne seront pas forcément enclins à faire la moindre concession, année électorale oblige.

« Il est impératif que le Congrès agisse dès que possible pour faire prévaloir nos intérêts en matière de sécurité nationale en aidant l'Ukraine à se défendre », a de nouveau affirmé Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine.

Cela étant, le ton a aussi changé à la Maison Blanche... Encore récemment, le président américain, Joe Biden, affirmait que les États-Unis aideraient l'Ukraine « aussi longtemps nécessaire ». Or, recevant son homologue ukrainien à Washington DC, le 13 décembre, il [a dit que](#) cet appui durerait « aussi longtemps » que possible.

« Nous continuerons à fournir à l'Ukraine des armes et des équipements essentiels aussi longtemps que nous le pourrons. Mais sans financement supplémentaire, nous arrivons rapidement à la fin de notre capacité à répondre à ses demandes opérationnelles urgentes », a-t-il en effet déclaré.

Le Royaume-Uni prendra la tête de la force de réaction rapide de l'OTAN en 2024

28 Dec. 2023 - |

Mis à jour le: 28 Dec. 2023 10:56

À partir du 1er janvier 2024, la 7e brigade mécanisée légère du Royaume-Uni dirigera la force de réaction rapide de l'OTAN, mettant en état d'alerte plusieurs milliers de soldats prêts à se déployer en quelques jours. La Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) a été créée après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, et elle a été déployée pour la première fois pour assurer la défense collective de l'Alliance après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022. Les Alliés en assurent le commandement à tour de rôle pour une période d'un an chacun. Le Royaume-Uni succède à l'Allemagne, qui a dirigé la force en 2023.



« Cette brigade doit être prête à se déployer en quelques jours là où l'OTAN a besoin d'elle ; elle joue ainsi un rôle essentiel dans notre défense collective. Le fait que le Royaume-Uni prenne la tête de la formation OTAN ayant le plus haut niveau de préparation témoigne clairement de sa capacité à assurer cette mission et de son attachement à l'OTAN », a déclaré le porte-parole par intérim, M. Dylan White

La VJTF est l'élément de la Force de réaction de l'OTAN – qui comprend aussi des forces aériennes et des forces maritimes – ayant le niveau de préparation le plus élevé. En 2024, la composante terrestre de la VJTF comptera quelque 6 000 hommes, dont la 7e brigade mécanisée légère – « les rats du désert » –, qui en constituera l'élément principal. Cette brigade comprend un régiment de cavalerie légère, quatre bataillons d'infanterie mécanisée légère ainsi que des régiments logistiques, médicaux, d'artillerie et du génie. Les unités comprennent le Royal Anglian Regiment et les Royal Scots Dragoon Guards La Pologne (1ere brigade blindée de Varsovie) et l'Espagne (Brigada Guzmán el Bueno) fourniront des chars de combat lourds, des hélicoptères d'attaque et des moyens de défense aérienne. Au total, neuf Alliés mettront des forces à disposition.



Le Commandement de forces interarmées de Brunssum dirigera la Force de réaction en 2024. Le Corps de réaction rapide allié (Royaume-Uni) assurera le commandement de la composante terrestre. La Force de réaction de l'OTAN deviendra la Force de réaction alliée à la mi-2024.

Le sous-marinier Hu Zhongming, nouvel amiral à la tête de la marine chinoise, la plus pléthorique au monde

Par [Alexis Feertchak](#)

Publié hier à 19:44, Mis à jour il y a 10 heures

La flotte chinoise compte aujourd'hui plus de navires que l'US Navy. Dans un contexte de rivalité sino-américaine, sa nomination n'est pas anodine, Pékin souffrant encore d'un certain retard en matière de guerre sous-marine.

En promenant son regard sur les 18.000 kilomètres de côtes du littoral chinois, l'amiral Hu Zhongming pourra imaginer la silhouette des 340 navires de combat dont il a désormais la responsabilité. C'est une quarantaine de plus que ceux de l'US Navy, qui reste néanmoins la première flotte au monde en termes de tonnage, selon les [derniers chiffres](#) du rapport annuel du Pentagone sur les forces armées chinoises.

Le 25 décembre, en présence de Xi Jinping lui-même, ce sous-marinier expérimenté, jusque-là vice-amiral, fin connaisseur de la [mer de Chine méridionale](#) où se cristallisent les tensions entre les flottes chinoise et américaine, a été promu au plus haut rang de la hiérarchie navale et présenté pour la première fois comme le «*commandant de la marine de l'Armée populaire de Chine (PLAN)*», a rapporté l'agence de presse officielle Xinhua.

Une transition «ordonnée et attendue»

Fait significatif, son prédécesseur, l'amiral Dong Jun, était également présent. «*Ceci suggère que cette transition était ordonnée et attendue*», commentent dans une note du *China Maritime Studies Institute* Christopher Sharman, capitaine retraité de la marine américaine, et Andrew S. Erickson, professeur au Naval War College. Les deux chercheurs font référence à plusieurs changements dans l'organigramme militaire chinois qui se sont déroulés ces derniers mois dans la plus totale opacité, signes de soubresauts aussi discrets que puissants au sein de l'appareil dirigeant communiste. En octobre, le [ministre de la Défense](#), disparu plusieurs semaines des écrans radar, a été brutalement limogé - de même que d'autres membres du gouvernement chinois - sans qu'il soit pour l'instant publiquement remplacé. En août, à la surprise générale, Pékin avait déjà révoqué deux généraux, le commandant de la force des missiles de l'Armée populaire et son adjoint, postes clé dans le dispositif nucléaire du pays.

L'amiral Hu Zhongming peut donc savourer une transition plus pacifique, au moins en apparence. La tâche qui l'attend ne sera pas pour autant de tout repos. Le marin se retrouve à la tête d'une flotte en pleine expansion, à un rythme de croissance qu'aucun autre pays dans le monde ne peut suivre de près ou de loin. «*La marine chinoise met à l'eau tous les quatre ans l'équivalent de la flotte nationale française*», aimait rappeler

régulièrement l'ancien chef d'état-major de la Marine nationale (2020-2023), l'amiral Pierre Vandier, aujourd'hui major général des Armées. Ces cinq dernières années, 30 corvettes, 2 frégates, 24 destroyers, 3 grands navires amphibies, 3 porte-hélicoptères et 1 porte-avions ont été mis en service au sein de la PLAN... Et le rythme de progression se poursuit : en 2024, en plus d'un quatrième porte-hélicoptères, [Pékin inaugurer le Fujian](#), son premier «vrai» porte-avions, un navire équipé de catapultes électromagnétiques, une technologie que les seuls les Américains maîtrisent - et encore depuis peu.

La parité de la Chine et des États-Unis en matière navale, qui aurait paru invraisemblable encore au début des années 2000, est aujourd'hui une éventualité pour les années à venir, en tout cas concernant la composante de surface des deux flottes adverses. En matière sous-marine, la dominance américaine apparaît encore forte, même si la Chine fait montre d'une ambition certaine, mais plus récente que pour les autres programmes qu'elle a menés tambour battant ces vingt dernières années. Ce n'est donc peut-être pas anodin, à cet égard, qu'un sous-marinier prenne la tête de la PLAN aujourd'hui. *«Il est bien positionné pour accorder la priorité et répondre aux faiblesses de la marine chinoise en matière de guerre sous-marine»*, écrivent Christopher Sharman et Andrew S. Erickson.

La Chine a certes largement développé sa flotte de sous-marins d'attaque à propulsion conventionnelle - avec une vingtaine de Type 039 A/B/C mis en service depuis 2005 - mais celle-ci est surtout pensée pour la défense côtière du littoral, à l'intérieur de ce que les Chinois appellent le «premier cercle d'îles» (Japon, Taïwan, Malaisie) enserrant les mers de Chine méridionale et orientale. Pour aller au-delà, en mer des Philippines et surtout dans les océans Indien et Pacifique, Pékin doit s'appuyer sur une sous-marine à propulsion nucléaire à ce jour encore modeste (six sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de Type 094 pour la dissuasion et neuf d'attaque, dont six Type 093 relativement modernes). En termes de qualité, ces derniers ne peuvent rivaliser avec les *Virginia* américains ou même avec des bâtiments plus anciens de l'US Navy.

« L'expérience d'espaces disputés »

Pour Pékin, accéder aux eaux profondes de l'océan, où la discrétion est plus aisée, est une gageure car les bases de sous-marins nucléaires chinoises sont situées sur l'île d'Hainan en mer de Chine méridionale. Sanctuariser cette zone pour pouvoir «diluer» ses sous-marins est une priorité pour la Chine. L'expérience de l'amiral Hu, en la matière, est précieuse. *«Il a commandé des unités»* dans cette zone, explique le *China Maritime Studies Institute*. Le nouveau patron de la PLAN a notamment commandé la base n°2 de sous-marins, qui comprend des bâtiments nucléaires, et, avant 2010, a été pacha de sous-marins. *«Il a l'expérience d'espaces disputés»*, observent les deux chercheurs, qui ajoutent qu'il pourrait encourager le développement d'une marine «plus agressive dans des activités de zone grise [en deçà du seuil du conflit ouvert, NDLR] voire dans le cadre d'un futur conflit».

Au-delà de la confrontation en mer de Chine méridionale, tous les regards se portent vers l'île de Taïwan dont Pékin veut absolument retrouver le contrôle, que ce soit par la voie de la négociation ou celle de la force. En pareil cas, la dimension navale d'un tel conflit serait prédominante, d'une part pour dissuader les États-Unis d'intervenir, d'autre part pour mener l'invasion proprement dite de l'île, qui nécessiterait des moyens amphibies considérables afin de franchir le détroit de Taïwan.

Entré en 1979 dans la marine chinoise, l'amiral Hu a notamment été le commandant de la flotte du Nord (l'une des trois flottes chinoises) et le chef d'état-major du commandant de la PLAN. En 2002, à bord d'un destroyer, il a fait partie d'une mission de quatre mois autour du monde, la première «*circumnavigation*» de l'histoire de la marine chinoise. Une expérience multiple qui cadre en tout point avec l'ambition de Xi Jinping de faire de la flotte chinoise une «marine globale» d'ici 2049, pour le centenaire de la République populaire de Chine.

Ukraine: le chef d'état-major veut une meilleure efficacité du recrutement dans l'armée

Le général Valery Zaloujny, chef d'état-major des forces armées ukrainiennes, s'est livré mardi 26 décembre, pour la première fois depuis le début de l'invasion russe, à l'exercice de la conférence de presse. Il a évoqué la problématique du recrutement dans l'armée ukrainienne, alors que la question de la conscription est devenue un sujet très sensible.

Publié le : 27/12/2023 - 13:43



Le général Zaloujny en conférence de presse à Kiev, le 26 décembre 2023. © VALENTYN OGIRENKO / REUTERS

Par : [RFI](#)

Avec notre correspondant à Kiev, Stéphane Siohan

Quelques jours après la conférence de fin d'année du président Volodymyr Zelensky, lors de laquelle ce dernier a évoqué sans plus de précisions la possibilité de mobiliser en 2024 un demi-million d'Ukrainiens dans les forces armées, le général Zaloujny s'est voulu, lui, beaucoup plus prudent avec les chiffres. Il a rappelé que la décision de mobiliser, et comment, relève avant tout du président et de l'autorité politique. Le général a déclaré, mardi 26 décembre, que la guerre allait muter, en 2024, et qu'il fallait faire preuve d'efficacité accrue, et surtout, dans un conflit de cette ampleur, améliorer le taux de survie des soldats sur le front.

Mais avant tout, le populaire général s'est montré mécontent du travail des bureaux de recrutement de l'armée, largement décriés, estimant que ces derniers ne mobilisent pas assez de soldats pour aller combattre contre l'envahisseur russe. Pour autant, Zaloujny refuse d'endosser le nombre de 500 000 nouvelles recrues en 2024, révélé la semaine dernière par [Volodymyr Zelensky](#), et semble insister sur une nouvelle approche, afin que de nouveaux civils rejoignent les rangs de l'armée.

La question de la conscription est devenue un sujet très sensible dans la société, alors qu'il est désormais certain que la guerre va durer longtemps. Valery Zaloujny propose donc que le temps d'engagement d'un soldat soit limité à maximum trois ans. Selon lui, la mobilisation doit permettre de résoudre le problème de la pénurie de troupes, former de nouvelles unités, mais aussi remplacer les soldats qui ont déjà péri au combat.

Pour cela, il faut, selon Zaloujny, donner une idée très claire aux conscrits de la durée maximale de leur service, afin que puisse se mettre en place une rotation. Parmi les solutions envisagées : l'abaissement de l'âge de la conscription de 27 à 25 ans, mais aussi la mobilisation des hommes ukrainiens qui se trouvent actuellement à l'étranger. Mais là encore, le général a rappelé délicatement à son président que la responsabilité politique de ces décisions lui revenait.

L'incertitude après la 54e cession US de matériel militaire à Kiev



Les Etats-Unis ont annoncé mercredi le débloqué de matériels militaires d'une valeur de 250 millions de dollars destinés à l'Ukraine.

Cette nouvelle cession (la 54e) comprend:

- des munitions pour les systèmes antiaériens *NASAMS*;
- missiles des *Stinger*
- des équipements de défense antiaérienne
- des munitions pour les *HIMARS*;
- des obus de 155mm et de 105mm
- des missiles *TOW* et *Javelin*, des lance-roquettes antichars *AT-4*;
- 15 millions de cartouches de petit calibre
- des charges de démolition
- des pièces détachées;
- du matériel médical etc.

Il s'agit de la dernière tranche US disponible sans un nouveau vote au Congrès américain.

Les négociations patinent toujours entre parlementaires républicains et démocrates sur la validation de l'enveloppe de 61 milliards réclamée avec insistance par le président américain Joe Biden et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky.

Les parlementaires américains feront leur rentrée le 8 janvier. Pour l'instant, les chefs républicains et démocrates du Sénat n'ont fait que dire leur intention de valider cette enveloppe, qui comprend un volet militaire, humanitaire et macro-économique.

Jour-J 2024: mise en œuvre et coordination technique et logistique confiées à un prestataire extérieur pour 2,5 millions €



La Mission du 80e anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire a été créée par arrêté du 8 septembre 2023. Ce groupement a pour objet "la préfiguration, l'organisation et la promotion du programme commémoratif du 80ème anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire" (photo Marc Ollivier).

Cette Mission Libération s'est vu confier, entre autres, l'organisation de la cérémonie internationale commémorative du 80e anniversaire du débarquement de Normandie le 6 juin 1944.

Cette cérémonie internationale sera organisée à Omaha Beach, à Saint-Laurent-sur-Mer dans le secteur américain ; elle rassemblera environ 5 000 personnes.

A noter que l'espace de la cérémonie ne pourra pas accueillir le grand public au regard de l'espace contraint. Il est à ce stade envisagé une installation d'un ou plusieurs espaces délocalisés de retransmissions à destination du grand public.

"La mise en œuvre, la coordination technique et logistique" vont être confiée à un prestataire extérieur.

Il devra :

- Assister la Mission Libération dans l'élaboration d'une mise en scène destinée à tous les publics, en particulier les téléspectateurs. L'impulsion donnée doit produire un sentiment mémoriel, aisément transmissible aux jeunes générations et susciter une émotion individuelle. Le titulaire apportera une vision artistique en lien étroit avec la Mission Libération.
- Proposer les animations qui seront le prélude à la cérémonie internationale, pendant le temps d'arrivée et d'installation des divers publics.
- Rédiger un scénario minuté de la cérémonie (par séquences).
- Affiner la scénographie en adéquation avec la mise en scène et les contraintes du site. La scénographie doit tenir compte des tribunes ainsi que des autres moyens mis en place et inversement.
- Installer les tribunes et les CTS pour le village « officiel ».
- Mettre à disposition des sanitaires mobiles pour les différents publics.
- Mettre à disposition des moyens d'accès le cas échéant pour faciliter l'accès aux personnes en situation de handicap (PSH) et fauteuils roulants.
- Disposer les installations techniques (sonorisation / éclairages / vidéo / énergie et distribution électrique) en adéquation avec la mise en scène et la scénographie.
- Disposer les installations scéniques (scènes, praticables, etc) en adéquation avec la mise en scène.

A titre purement indicatif, l'estimation pour les prestations forfaitisées serait de l'ordre de 2,5 millions € HT

La Marine russe ne parvient pas à renouveler sa flotte de haute mer

Par [Fabrice Wolf](#)

28 décembre 2023



Frégate Admiral Gorshkov lors des essais du missile hypersonique 3M22 Tzirkon

En 2015, Vladimir Poutine avait fait de la modernisation de la Marine russe, un objectif prioritaire de l'effort de défense du pays. De nombreux programmes avaient alors été annoncés, du destroyer nucléaire Lider au porte-hélicoptères Priboy, en passant par les frégates lourdes 2230M Super Gorshkov. Depuis, cependant, la plupart de ces programmes pour la modernisation de la flotte de haute mer russe, a été reportée, ou n'est tout simplement plus abordée par la communication de l'Amirauté, qui concentre ses efforts sur la production de sous-marins, et d'unités navales plus légères.

Le fait est, les chantiers navals russes peinent aujourd'hui à produire ces grandes unités de surface, qui permettraient à la Marine russe de conserver une flotte de haute mer efficace à l'avenir, alors que les navires qui la composent aujourd'hui, atteignent des âges canoniques.

Sommaire

1. [Une flotte de haute mer russe encore imposante, mais frôlant l'obsolescence généralisée](#)
2. [Une construction navale russe qui peine à produire de grandes unités de Surface](#)
3. [Les difficultés technologiques et industrielles qui entravent la modernisation de la Marine russe](#)
4. [Aucun programme pour remplacer les croiseurs et destroyers russes](#)
5. [Vers une nouvelle doctrine navale pour la Russie ?](#)

À l'occasion de la cérémonie organisée par le Commandement de la Flotte du Nord russe pour l'entrée en service de la nouvelle frégate Admiral Golovko, troisième de la classe Admiral Gorshkov et [première unité à avoir été conçue pour mettre en œuvre nativement le missile hypersonique 3M22 Tzirkon](#), le président Vladimir Poutine a fait l'éloge des chantiers navals Severnaya Verf qui ont construit le navire, et plus globalement, de l'ensemble de la construction navale russe.



Les frégates de la classe Admiral Gorshkov pourront emporter quelques missiles hypersoniques 3M22 Tzirkon dans leurs lanceurs verticaux UKSK, aux côtés des missiles Onyx et Kalibr.

Dans son discours, le président Poutine a ainsi annoncé que ce chantier naval allait construire, d'ici à 2035, une série d'unités de surface de petite et moyenne taille, destinée à renouveler la flotte russe de surface, et que l'ensemble de ces frégates et corvettes serait, comme l'Admiral Golovko, armé du fameux missile hypersonique Tzirkon.

Toutefois, si [la construction sous-marine russe est dynamique](#), et pose effectivement un véritable problème aux marines de l'OTAN, la réalité concernant le renouvellement de la flotte de surface est bien moins radieuse que ne le laisse entendre le discours officiel.

Une flotte de haute mer russe encore imposante, mais frôlant l'obsolescence généralisée

Aujourd'hui, la flotte de haute mer russe, demeure très majoritairement formée par des unités navales héritées de l'époque soviétique. Ainsi, l'unique porte-avions Admiral Kuznetsov, comme les deux croiseurs nucléaires Kirov, les deux croiseurs conventionnels Slava et les dix destroyers des classes Udaloy et Sovremenny, qui forment le corps de bataille de haute mer de la Marine russe, ont tous été admis au service entre 1985 et 1998.

Ils nécessitent désormais de très importantes phases de maintenance et de modernisation, venant amputer cette flotte de la moitié de ses effectifs en moyenne,

d'autant que les chantiers navals russes ont connu de nombreux incidents lors de ces interventions, ayant parfois considérablement allongé les délais de remise en service.



Les destroyers de la classe Udaloy constituent aujourd'hui la colonne vertébrale de la flotte de haute mer russe. Ces navires sont entrés en service entre 1985 et 1992, et n'ont toujours pas de successeur désigné.

Il est fréquent, dans ce domaine, que les travaux de modernisation de ces grandes unités navales, s'étalent sur plusieurs années, comme c'est le cas du [croiseur nucléaire Admiral Nakhimov, dont la modernisation a débuté en 2015](#), alors que le navire ne devrait rejoindre le service qu'en 2024.

Une construction navale russe qui peine à produire de grandes unités de Surface

Dans le même temps, les chantiers navals russes rencontrent d'importantes difficultés pour produire, dans des délais raisonnables, des unités de surface de grande taille, comme des destroyers ou des frégates lourdes. Ainsi, la construction de la frégate Admiral Gorshkov, première unité du projet 22350, qui ne jauge pourtant qu'à peine plus de 5 000

tonnes en charge, a débuté en 2006, mais le navire n'a rejoint la flotte du nord qu'en juillet 2018.

La dernière version de ce drone russe envoie du métal en fusion sur sa cible



Le Lancet, un drone kamikaze emblématique de l'armée russe,

On a déjà évoqué sur Korii le drone kamikaze préféré de l'armée russe, le Lancet, et comment le Kremlin [a décidé de tripler sa production](#), tant il faisait des ravages sur le front. [D'après Forbes](#), le Lancet serait de retour au premier plan en Ukraine, avec de nouvelles munitions dévastatrices.

Le drone suicide pourrait en effet tirer des projectiles de métal en fusion –une arme extrêmement efficace contre les blindés ukrainiens, dont elle transperce le blindage supplémentaire. Les drones russes armés [de charges génératrices de noyau](#) (ou EFP) ne sont pas une nouveauté: de tels appareils ont a priori été repérés il y a plusieurs mois déjà. Mais il semblerait que la pratique soit en train de se généraliser au sein des troupes de Moscou.

«Une vidéo de la dernière version du drone Lancet équipé d'une telle ogive frappant un véhicule de combat Bradley a été enregistrée sur l'axe de Donetsk», relevait la semaine dernière l'organisation d'enquête indépendante d'origine russe [Conflict Intelligence Team](#).

Réfléchir aux contre-mesures

Alors, comment ça marche, une charge génératrice de noyau? Un capteur à bord du Lancet calcule la distance jusqu'à la cible, à mesure que le drone avance. À la meilleure distance (entre 3 et 4,5 mètres), le capteur déclenche une charge explosive située derrière une plaque métallique incurvée. Propulsée et chauffée par la charge, [la plaque s'étire](#) et prend la forme d'un long projectile. C'est cette plaque devenue projectile en fusion qui perce la cible.

Les EFP ne sont pas aussi puissantes que d'autres munitions antichars, mais leur efficacité contre les blindages utilisés par les Ukrainiens en fait une arme redoutable et les Russes l'ont très bien compris.

Pour s'en protéger, les troupes de Kiev vont devoir faire des choix. Une contre-mesure possible pourrait être de rajouter un blindage composite aux véhicules, comme l'ont fait les Américains en Irak. Mais le principal problème de cette protection supplémentaire, c'est qu'elle ajoutait une tonne à des Humvee de trois tonnes. De quoi limiter la mobilité des véhicules, un atout dont l'Ukraine a pourtant grandement besoin.

L'armée pourrait également opter pour un blindage réactif explosif (ERA pour «*Explosive Reactive Armor*»), déclenchant à l'impact une série de petites charges interrompant la pénétration du projectile. Mais là encore, le poids s'en ressentirait. Sans oublier les risques d'explosion des ERA, qui peuvent endommager les véhicules les plus légers, aux blindages fins, qui ne sont pas adaptés à ce genre de protections. Une chose est certaine: les contre-mesures habituelles ne suffiront plus.